

## **The press review**

16-30 November 2014

**Prepared by Transparency International Luxembourg**

### **Disclaimer**

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparency.lu](mailto:secretariat@transparency.lu).

### **Information importante « hotline anti-corruption »**

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparency.lu](mailto:info@transparency.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

# NATIONAL NEWS

*Le Monde* Économie

## **Pour le Luxembourg, la politique fiscale doit rester du ressort des Etats**

Le Monde.fr avec AFP | 19.11.2014 à 11h11 • Mis à jour le 19.11.2014 à 11h36



Le premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, se dit opposé à une harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne, estimant que la fiscalité doit rester du ressort des Etats, dans une interview publiée, mercredi 19 novembre, par le quotidien belge *L'Echo*.

En plein scandale *LuxLeaks*, né des révélations sur un système d'évasion fiscale pour les multinationales à travers des accords avec le Luxembourg, M. Bettel contre-attaque. Le premier ministre libéral du Grand-Duché depuis décembre 2013 défend le droit d'appliquer des fiscalités directes et indirectes différentes en Europe, alors même que la Commission européenne, dirigée par son prédécesseur Jean-Claude Juncker, a promis de relancer le projet d'une harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés pour lutter contre le dumping fiscal

*« Je ne vais certainement pas avancer avec le Luxembourg vers une fiscalité qui est plus haute qu'aujourd'hui. Dire que tout le monde à l'intérieur de l'Union européenne doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre. C'est une compétence qui est du ressort des Etats membres. Le débat, ce n'est pas d'accorder les mêmes conditions fiscales à chacun, mais de savoir qui fait quoi. »*

Dans cet entretien, Xavier Bettel demande au fisc belge d'arrêter « *sa chasse aux sorcières* » contre les frontaliers belges travaillant dans le Grand-Duché de Luxembourg, sans quoi les entreprises hésiteront peut-être un jour à engager des Belges.

Il défend aussi le système du « rescrit fiscal » ou *tax ruling* pratiqué par son pays, rappelant que 22 Etats européens y ont recours, et estime même « *nécessaire d'étoffer l'équipe* » qui s'occupe des rulings au sein de l'administration fiscale luxembourgeoise, en raison du « *volume de travail que cela représente* ».

Les rulings permettent à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation fiscale sera traitée dans un pays, et sont utilisés par les multinationales pour faire de l'optimisation fiscale, en répartissant à leur avantage coûts et bénéfices entre filiales situées dans des pays différents.

Dans une interview au quotidien économique français *Les Echos* publiée également mercredi, le commissaire européen chargé de la fiscalité, [Pierre Moscovici](#), promet qu'une directive européenne sur l'échange automatique d'informations en la matière sera prête « *début 2015* ». Le G20 a appelé dimanche dans son communiqué final à achever le chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale en « *2015, y compris [en parvenant à] la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes* ».



OPTIMISATION FISCALE

19 novembre 2014 11:31; Act: 19.11.2014 12:46

## Ryanair achète ses 375 Boeing au... Luxembourg

*LUXEMBOURG - Selon le journal belge «L'Écho», la compagnie aérienne irlandaise à bas coût fait acheter ses avions par une filiale luxembourgeoise financée par de l'argent en provenance de l'île de Man.*



*Le richissime Michaël O'Leary, fondateur et boss de Ryanair, sait y faire en matière d'optimisation fiscale.  
(photo: AFP)*

Même si ses avions ne décollent pas du Findel, la compagnie irlandaise à bas coût est bel et bien très présente au Luxembourg. Le journal belge *L'Écho* affirme que «c'est via une société enregistrée au Grand-Duché que Ryanair a commandé en moins de deux ans de quoi dominer le ciel européen pour de longues années: 175 Boeing 737-800 en mars 2013 et, en septembre dernier, 200 tout nouveaux avions de la série Max 200 fournis par le même constructeur américain». Pour ces achats groupés sans beaucoup d'équivalent, Ryanair négocie bien entendu des tarifs préférentiels et secrets.

Outre les subventions payées par «ses» aéroports européens dont les proches du Luxembourg, Charleroi (Belgique) et Francfort-Hahn (Allemagne), Ryanair empoche aussi d'énormes montants d'aide à l'exportation aux États-Unis, lors de ses achats auprès de Boeing, son constructeur attitré. Mais le déjà richissime Michaël O'Leary, fondateur et boss de Ryanair, sait aussi y faire en matière d'optimisation fiscale. «Jusque-là, ses avions étaient très souvent acquis par des sociétés établies dans l'État

américain du Delaware, où l'impôt est nul pour les firmes qui n'y ont pas de réelle activité. Ils étaient aussi vite reloués à Ryanair et jamais le fisc irlandais ne voyait la couleur de l'argent», écrit le journal «L'Écho».

Ryanair, qui compte aussi des filiales à but fiscal sur l'île de Man, à Chypre ou en Lituanie, s'est désormais aussi installée au Luxembourg. Le 18 janvier 2013, Ryanair Limited a pris le contrôle d'une société luxembourgeoise Acapulco Participations, rachetée à une société panaméenne. Acapulco est ensuite rentrée dans le giron d'une société fiduciaire (Capita Fiduciary) dont la maison mère est britannique et l'administrateur délégué résident à Jersey. Cinq jours après son rachat, Acapulco est devenue Aviation Finance and Leasing au Luxembourg, avec une succursale du même nom en Suisse. En début d'activité, la filiale luxembourgeoise de Ryanair a tourné avec un seul employé à temps partiel. Puis deux de plus ensuite.

Le 8 septembre 2014, Michaël O'Leary a commandé 200 nouveaux Boeing d'une génération qu'il sera le premier à utiliser. Cet achat sera expliqué aux actionnaires lors d'une assemblée générale extraordinaire, le vendredi 28 novembre, à Dublin. «Dans la notice annonçant l'AG, il est laconiquement indiqué qu'une filiale détenue à 100% par Ryanair a accepté de réaliser cet achat d'une valeur de 16,7 milliards d'euros. Le nom d'Aviation Finance and Leasing est cité. Mais pas son pays d'accueil», explique «L'Écho».

Ce pays c'est le Luxembourg. Le siège social d'AFL se trouve au 16, avenue Pasteur, à Luxembourg-Ville. Comme au Delaware, les Boeing sont achetés et tout aussi vite reloués. Dans les comptes de la firme irlandaise, la location des avions est imputée sous la forme de charges opérationnelles, limitant ainsi le bénéfice soumis à l'impôt. Au Luxembourg, Aviation Finance and Leasing n'a pas d'activité réelle. Le contraire des Boeing de Ryanair qui sillonnent le ciel européen sans jamais décoller du Findel.

*(Denis Berche)*

Politique et société | Corruption des élus au Luxembourg : les avancées

## Corruption des élus au Luxembourg : les avancées

2014-11-20 09:07:00



Les parlementaires disposent désormais d'un nouveau code de déontologie encadrant davantage leurs rémunérations et avantages. (Photo : Le Quotidien/Isabella Finzi)

**La lutte contre ce fléau va dans le bon sens, estime Alex Bodry.**

Dans un rapport publié en 2013, le Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe (Greco) soulignait qu'il restait encore beaucoup à faire, au Luxembourg, **"pour assurer la cohérence et l'efficacité des mesures sur la prévention de la corruption"**.

Le Greco avait donc formulé 14 recommandations, destinées aussi bien aux parlementaires qu'aux juges et membres du parquet, avec une échéance plutôt serrée (fin de cette année).

Un an après, les choses vont dans le bon sens, confie Alex Bodry. **"On a passé en revue les différents points du rapport, et on estime que pour l'essentiel, on a tenu compte des recommandations"**, estime le député, qui évoque le volet concernant les parlementaires. Le Greco soutenait notamment le projet d'un code de conduite destiné à réglementer de façon plus efficace les avantages consentis aux élus, ainsi que les conflits d'intérêts et les déclarations de revenu et de patrimoine. Car jusqu'alors, le dispositif mis en place à la Chambre des députés souffrait **"d'un manque d'efficacité"** et était pris **"diversement au sérieux par les parlementaires"**, estimait le Greco. Il demandait donc la publication de données plus précises sur la situation financière des parlementaires, ainsi que des sanctions efficaces en cas de manquements.

**Le nouveau code de déontologie**

La réunion hier de la commission des institutions et de la révision constitutionnelle, présidée par Alex Bodry, a donc permis de rappeler les avancées en la matière : **"Notre réponse à ce rapport est bien sur le nouveau code de déontologie, qui est entré en vigueur le 14 octobre dernier, et qui sera mis en place fin novembre"**.

Ce code prévoit notamment que les membres du gouvernement n'aient plus le droit d'accepter de rémunération autre que leurs traitements comme ministre. L'acceptation de cadeaux, quant à elle, est soumise à des règles plus strictes.

**"Il y a un seul point à mon avis qui reste à éclaircir, et là le Greco a été assez prudent en disant qu'il faudra "évoquer cette question", c'est celui sur la déclaration du patrimoine des parlementaires. On en a discuté en long et en large il y a quelques mois, donc on va donner au Greco les conclusions et les arguments liés à cette question".** Mais, insiste-t-il, **"sur tous les autres points, je crois qu'on a pratiquement intégralement tenu compte des recommandations, donc je crois que sur ce volet on n'aura pas de problèmes"**.

Dans tous les cas, le gouvernement doit finaliser son rapport sur la corruption pour fin 2014, rapport qui sera discuté probablement en mars par le Conseil de l'Europe.

*Le Quotidien*



woxx | 2014-11-20 | Nr 1294

## LUXLEAKS

### Schizophrénie générale

Luc Caregari

**Alors que la tempête médiatique autour des Luxleaks est en train de se calmer, le futur du business autour des tax rulings se dessine et rien ne présage que ces pratiques disparaîtront.**



Photo : © flickr\_fredrik\_linge

Certes, la question de savoir qui savait quoi et quand dans l'affaire Luxleaks n'est probablement pas la plus pertinente. Car les réponses possibles oscillent toutes entre la naïveté et l'incompétence, voire une certaine arrogance du gouvernement comme de ses administrations à propos des révélations qui allaient leur tomber dessus. Et elles ne disent rien du coeur du problème : le futur de ce « patrimoine luxembourgeois » qui n'est plus en odeur de sainteté, même chez ses plus ardents défenseurs. Pourtant, le fait que Jean-Claude Juncker - et donc le CSV - était au courant un mois avant le gouvernement sans qu'il n'ait daigné le communiquer aux nouveaux responsables en dit long sur les stratégies du plus grand parti de l'opposition quand il s'agit de discréditer la coalition bleu-rouge-vert. Juste que, cette fois, le coup est parti en arrière...

**Y a-t-il un effet Luxleaks ? Rien n'est moins sûr.**

Sinon, la communication officielle ressemble un peu à ce qui se passe à la saison des pluies en Amérique du Sud : glissements - sémantiques - en cascade. On est donc passé du « patrimoine luxembourgeois » à la possibilité de rendre les tax rulings transparents, quoique anonymes. Une possibilité que les stratèges des boîtes de consulting - qui élaborent les documents nécessaires à « l'optimisation fiscale » - avaient peut-être prévue à long terme, mais que les responsables politiques, ancien et nouveau régime grand-ducal confondus, ont toujours récusée avec force. Alors, la question qu'on est en droit de se poser est bien sûr : y a-t-il un effet Luxleaks ? Rien n'est moins sûr. Le problème se pose à plusieurs niveaux.

D'abord la rhétorique : comme le veut un vieux dicton, « qui s'excuse s'accuse ». Donc, en essayant de faire passer un peu de morale en condamnant légèrement les tax rulings du point de vue de la morale, mais pas de la légalité, le gouvernement - tout comme Juncker d'ailleurs - admet que tout ce système est immoral en soi. Ce qui ne colle pas bien avec la veste blanche que les intéressés aiment revêtir.

Un autre hic est le futur des tax rulings. Certes, on promet d'améliorer la transparence - qui est même vue comme une « chance » par certaines instances de la place financière. Pourtant, c'est dans le détail qu'il faut aller chercher. Une initiative européenne serait certes souhaitable nous dit-on, mais il faudrait qu'elle soit élargie au niveau de l'OCDE. Une manœuvre autrement plus compliquée, mais qui est présentée comme celle offrant une plus grande efficacité. Si on y ajoute que le mot d'ordre en ce qui concerne de futures négociations est « le Luxembourg ne bloque aucune initiative », il faudrait peut-être la compléter par « qui n'est pas contraire à ses intérêts directs ».

L'affaire Luxleaks risque donc de vivre le destin d'une tempête dans un verre d'eau - comme les précédentes révélations, du rapport des ONG de 2009 aux Offshoreleaks. On en discute pendant un certain temps, on promet des améliorations et puis on attend sereinement que le buzz médiatique retombe. Ce qui démontre aussi que, finalement, ce ne sont pas les femmes et hommes politiques qui déterminent l'agenda de la transparence de la finance, mais bien cette dernière.

5minutes.Lu

## PwC: Etonnés par l'étendue et l'agressiv. des campagnes médiat

RTL - 21.11.2014, 12:18 | Dernière mise à jour: 21.11.2014, 12:52 |

Le 17 octobre le cabinet a reçu (via mail) un questionnaire du consortium des journalistes. Il est clair que l'on s'était basé sur des documents volés.



© Sam Bouchon

Dans le cadre de l'affaire LuxLeaks le cabinet PwC (autrefois Price-Waterhouse-Coopers) a toujours entre-autres été cité. Une bonne partie des révélations se base sur des documents qui ont été volés il y a des années de cela chez PwC. Le 6 novembre, c'est-à-dire le jour même des révélations, PwC avait convoqué la presse. Et maintenant, c'est-à-dire vendredi le 21 novembre la même société envoie des informations via communiqué.

PwC précise que la société est le 6ème plus gros employeur privé au Grand-Duché et se dit non politisé, indépendant et neutre.

En date du 17 octobre PwC a obtenu un questionnaire du consortium des journalistes. Il s'est rapidement avéré que les journalistes se basaient sur des documents dérobés.

PwC a d'ailleurs rappelé ces faits dans sa réponse adressée au consortium en question.

Or le cabinet d'audit a quand même été surpris par l'agressivité et toute l'ampleur de cette campagne médiatique.

Le Ministère des Finances a été informé par PwC sur le fait qu'une campagne était orchestrée par les médias étrangers.

En ce qui concerne les documents volés, PwC a tenu à préciser qu'aucune information n'a été dévoilée à l'Administration des Contributions directes, ni à l'ancien Ministère des Finances, ni à l'équipe actuellement au pouvoir.

***Pour rappel: Le Ministre des Finances Pierre Gramegna avait plusieurs fois précisé ne PAS avoir été mis au courant (ni par PwC, ni par Luc Frieden) des documents volés chez PwC.***

*D'après les informations d'RTL l'ancien Ministre des Finances Luc Frieden était au courant. Or PwC affirme maintenant n'avoir mis personne au courant. Un doute persiste: Lors de la passation des pouvoirs au Ministère des Finances une information importante n'aurait-elle pas été transmise ?*



© Sam Bouchon

## COMMUNIQUÉ

### **Position de PwC Luxembourg dans le cadre du débat public autour de la récente diffusion d'informations fiscales.**

Au cours des derniers jours, nous avons constaté l'émergence d'articles de presse concernant la communication en relation avec la diffusion d'informations fiscales dans la presse étrangère. Nous pensons qu'il est opportun de nous exprimer sur ce sujet dans la mesure où nous avons été cités dans certains de ces articles.

PwC Luxembourg, 6ème employeur privé du pays, est une entreprise totalement apolitique et dont l'indépendance et l'objectivité constituent des valeurs essentielles. Dans ce cadre, nous souhaitons rappeler un certain nombre de faits et apporter quelques précisions.

Nous nous sommes exprimés très rapidement sur ces sujets, notamment lors d'une conférence de presse le 6 novembre à 14h00 au cours de laquelle nous avons exprimé fermement notre position sur cette affaire (voir lien sur notre site : <http://www.pwc.lu/en/press-releases/2014/pwc-luxembourg-official-statement.jhtml>), et nous avons répondu aux questions des journalistes présents.

Le gouvernement Luxembourgeois avait réagi lui aussi très rapidement lors d'une conférence de presse le matin même.

Nous avons été mis au courant qu'une campagne de presse orchestrée par l'ICIJ était en préparation et nous avons reçu le 17 octobre un courriel de cette organisation accompagné d'une série de questions.

Nous comprenons qu'un courrier similaire avait également été envoyé à certains acteurs de la place dont le Ministère des Finances.

La réception de telles sollicitations par des journalistes n'est pas inhabituelle même si dans le cas d'espèce nous avons très vite compris que l'ICIJ se basait essentiellement sur les documents obtenus frauduleusement qui avaient déjà été utilisés lors de l'émission de France 2 en 2012.

Nous avons répondu au courriel de l'ICIJ en leur rappelant qu'ils utilisaient des documents obtenus illégalement et en leur demandant d'informer les journalistes de leur réseau et les médias de ce fait. Nous leur avons également envoyé une lettre de nos avocats américains les mettant en garde contre l'utilisation de documents obtenus illégalement.

Nous avons cependant été surpris par l'ampleur et l'agressivité de la campagne médiatique et

surtout par la décision de l'ICIJ de rendre public sur son site ces documents obtenus de manière illégale.

Nous avons informé le Ministère des Finances qu'une campagne médiatique était en cours de préparation.

Nous n'avons cependant pas eu de contacts approfondis à ce sujet avec le Ministère et n'avons pas échangé d'informations quant à l'ampleur (en particulier le nombre) et à la nature des documents que l'ICIJ détenait et/ou avait l'intention de publier car nous ignorions ces détails jusqu'au jour de la publication le 5 novembre 2014.

Par ailleurs, en ce qui concerne la fraude dont nous avons été victimes il y a quatre ans, nous n'avons jamais communiqué ni à l'administration fiscale, ni aux Ministères des Finances actuel et de l'époque, d'informations détaillées sur les documents et les clients concernés, ceux-ci étant couverts par les obligations de confidentialité des données clients à laquelle est soumise notre firme. Nous avons en revanche immédiatement déposé plainte pénale contre l'auteur de ces faits.

Nous tenons enfin à souligner que l'activité dans les médias a rapidement et considérablement diminué tout en portant le débat sur le fonctionnement de la fiscalité internationale et non plus sur le seul Luxembourg. Nous estimons que la priorité des acteurs de la place doit maintenant se reconcentrer sur la lutte contre la crise économique qui subsiste et la promotion du Luxembourg, choses auxquelles nous allons continuer à contribuer comme nous l'avons toujours fait.

# Luxemburger Wort

Exclusive interview

## Journalism consortium director talks LuxLeaks revelations



Labour Minister Nicolas Schmit, Finance Minister Pierre Gramegna & PM Xavier Bettel at a press briefing shortly after the LuxLeaks files were made public *Photo: Anouk Antony*  
Published on Thursday, 27 November, 2014 at 09:59

*Interview by Christoph Bumb*

Published on Thursday, 27 November, 2014 at 09:59

*Interview by Christoph Bumb*

**Could you briefly describe the evolution of the LuxLeaks investigation by the ICIJ?**

We have been investigating tax havens since January 2012 and we have been collaborating with major media organisations since then to expose what we think is a major public issue. Our first major reports on tax havens were published November 2012. That was followed by a much more comprehensive multi-country publication in April 2013.

In January 2014, we published the second part of our project - what became known as China Leaks. During 2014, we also published reports on lax United States rules and offshore dealings in the Channel Islands tax haven of Jersey.

Our work exposing tax havens has been described as the biggest collaboration in journalism history. LuxLeaks was simply a continuation of our reporting on this topic.



Gerard Ryle

*Photo: ICIJ*

**How did you get access to the relevant documents of Luxembourgish tax rulings?**

I would prefer not to comment.

**Why did it take six months (or more) to assemble and analyse the 28,000 documents of PwC, even though they have been out there for four years?**

We simply needed that much time to do the job. The coordination of so many journalists and media organisations takes time. No other reason. Each project we do involves the gathering of media partners, the building of secure online platforms for journalists to communicate and share information and sophisticated data analysis to sift through the documents and make them easily accessible on-line for all of the reporters in a secure way.

Many of the journalists were invited to attend a meeting in Brussels in early June. It was at this meeting that a date was agreed for publication. As it happens, we were three weeks late in meeting that deadline. The reason? We simply were not ready on time, so we delayed three weeks.

**How is the ICIJ funded?**

We are a non-profit investigative reporting outfit that is funded entirely by donations from philanthropic foundations and private individuals and by the public through our website. We have 185 member journalists from more than 60 countries. But we do not just work with these reporters. Nor are each of these reporters invited to work on every project. Each project is handled on case-by-case basis.

We publish all of our work on our website but we do not see ourselves as a primary publisher. The major media organisations we partner with are our primary publishers. Our audience for each project is potentially tens of millions and our work regularly appears in dozens of languages.

**What is – in your opinion – new to LuxLeaks compared to previous investigations and reports on the tax ruling system in Luxembourg, such as Cash Investigations in 2012?**

More companies were named and more information was revealed. More people read and saw the stories.

**Is there more incriminating material to come?**

We are continuing our work on tax havens, along with other non-tax projects. We hope to publish further revelations.

**What is your response to Luxembourgish politicians that LuxLeaks is an “orchestrated attack“ against Luxembourg? What do you make of the claim that the moment of the publication of your research speaks for an aimed campaign against the former Prime Minister and new President of the European Commission, Jean-Claude Juncker?**

That is total nonsense. I outlined our work on tax issues over the past three years. If Luxembourg wasn't paying attention to our work then that is Luxembourg's issue. Our reporting is about the system of tax havens – we target systemic failures that have led to unfairness. It does not have to be illegal activity. This is an issue ordinary taxpayers feel strongly about, as is evident from the public reaction to our stories. The timing was pure coincidence.

**Why is there until now no investigation into comparable practices, such as SwissLeaks, DutchLeaks, BritLeaks, etc.?**

I welcome the documents that would allow us to report any such practices. Or documents on any systemic failure of any kind on any other issue, for that matter. My email address is [sgryle@icij.org](mailto:sgryle@icij.org)

As I outlined earlier, we have done extensive reporting into the British Virgin Islands, Jersey and many other countries that still operate under British laws. We have done work in the US, the Seychelles, Hong Kong, Taiwan and China. All of this is related to tax havens. We will continue to report as long as there is a public interest in what we find.

**What is your impression of the reactions to LuxLeaks by the Luxembourgish government and Jean-Claude Juncker? How do you explain that the revelations have caused huge reactions inside the civil society, but very little from other European governments?**

This is an issue that ordinary people care deeply about. If some individuals and some companies are not paying their fair share of taxes, then all of us are paying more.

Juncker is a politician. I am sure he is able to defend himself without needing any help from me.

I was surprised to read that the Luxembourg government was taken by surprise by the stories given that we issued extensive questions to the government well before publication and given that aspects of the story had been reported before in other media.

I do not agree with your assertion that other European governments have not reacted. There has been extensive debate and reaction all over Europe, particularly at government level. There has also been extensive debate and reaction in Australia, Canada and Brazil.

## Juncker se défend sur LuxLeaks : «Nous n'avons pas le choix, il fallait diversifier notre économie»

Le Monde.fr | 27.11.2014 à 20h58 • Mis à jour le 27.11.2014 à 21h14 | Propos recueillis par Cécile Ducourtieux (Bruxelles, bureau européen)



Un mois après son entrée en fonctions, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a déjà affronté une motion de censure – à la suite des révélations Luxleaks – fait une des annonces les plus importantes de sa mandature (le plan d'investissement sur trois ans à 315 milliards d'euros) et dû prendre des décisions difficiles concernant les projets de budgets 2015 – notamment donner un délai supplémentaire à Paris et à Rome pour laisser aux gouvernements le temps de mettre en place les réformes engagées. Rencontré cette semaine à Strasbourg, en marge de la plénière du Parlement européen, M. Juncker revient sur sa méthode.

**La Commission a annoncé, vendredi 28 novembre, qu'elle donne jusqu'au printemps prochain à la France pour mettre en œuvre ses réformes avant d'envisager des mesures correctives sur son budget 2015. Idem pour l'Italie. Pourquoi ces pays ne sont-ils pas sanctionnés tout de suite alors qu'ils ne sont clairement pas dans les clous du pacte de stabilité et de croissance?**

J'ai fait le choix de ne pas sanctionner. Cela aurait été facile : on a des règles, on les applique et s'il y a une violation des règles, on impose une sanction. J'ai fait un autre choix en accord avec le vice-président de la Commission, Valdis Dombrovskis [*chargé de l'euro*], et le commissaire Pierre Moscovisci [*au portefeuille de l'économie*]. Celui de laisser les gouvernements s'expliquer eux-mêmes.

Notre avis sur leur situation budgétaire n'est pas franchement amical. Notre décision finale est décalée à mars-avril 2015. Nous attendons l'exécution définitive des comptes publics. Nous aurons alors les prévisions du dernier trimestre 2014, en plus des prévisions d'automne pour émettre un jugement adéquat.

Vous verrez que dans les mois qui viennent la France et l'Italie prendront un nombre important de mesures. Il ne s'agit pas seulement de promesses. J'ai insisté dans mes conversations avec les dirigeants – j'en ai eu plusieurs ces six dernières semaines avec le président François Hollande et Matteo Renzi – afin d'avoir un calendrier clair sur la politique qu'ils ont l'intention de mener : quand les réformes seront présentées en conseil des ministres, quand les parlements seront supposés les adopter.

### **La Commission a-t-elle changé ? Accorde-t-elle plus de confiance aux pays ?**

Je n'ai pas indiqué à la France, la Belgique ou l'Allemagne, ce qu'ils ont à faire. C'est à eux de me le dire, de prendre l'initiative. Les pays n'aiment pas cette leçon qui leur vient de Bruxelles. C'est une manière plus respectueuse d'agir avec eux. Quand vous êtes président de la Commission ou du conseil européen, vous devez être à l'écoute, comprendre ce qu'il se passe dans les pays, avoir une idée claire de la réaction possible des parlements nationaux et des conséquences sur les opinions publiques nationales.

### **Votre plan d'investissement européen à 315 milliards d'euros, annoncé mercredi, est censé être l'un des trois piliers de votre politique, avec les réformes structurelles et la discipline budgétaire. N'êtes-vous pas déçu que les Etats n'aient pas contribué [*l'argent devrait venir essentiellement du privé*] ?**

On ne peut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas. On a pris celui qui était disponible [*des garanties du budget européen, à hauteur de 16 milliards d'euros, et un apport de 5 milliards de la Banque européenne d'investissement*]. Si j'avais demandé plus d'argent du budget de l'Union, au-delà des marges et des plafonds connus, j'aurais eu besoin de l'unanimité au conseil européen [*les Etats*]. Si j'avais demandé de l'argent hors des budgets, par exemple dans le Mécanisme européen de stabilité [*mis en place pour sauver des Etats en faillite*], il aurait fallu changer les traités. Il était important de commencer aussi vite que possible, je ne voulais pas perdre mon temps et mon énergie à négoier avec des ministres des finances et des premiers ministres.

### **Est-ce que ce plan va suffire pour rendre l'Europe plus attractive ?**

Il y a de bonnes raisons économiques pour expliquer le manque d'investissement en Europe. Mais il y a aussi l'atmosphère dont nous devons tenir compte. Si nous parlons constamment de déficits, de dettes, de risque de sanctions, c'est un véritable poison pour les opinions publiques. J'ai décidé de lancer le plan d'investissement aussi pour cela, pour changer la manière dont on parle de l'Europe.

**La confiance dans la Commission est aussi un élément essentiel pour le changement de narration autour de l'Europe. Vous êtes le premier président à ce poste à subir une motion de censure, après seulement un mois d'exercice. Pourriez-vous expliquer maintenant, précisément, les dispositions que vous allez prendre après les révélations LuxLeaks, pour éviter l'évasion fiscale ?**

Mon intime conviction est que le pays du profit doit être le pays de la taxation, c'est un principe général et de bon sens. Ce principe n'est pas appliqué, mais on va faire des propositions dans cette direction. Par ailleurs, au nom de la Commission, nous soutenons la taxe sur les transactions financières. Et le commissaire Moscovici va préparer pendant le prochain semestre une directive sur l'échange automatique d'information sur les « taxes ruling ». J'étais surpris lors du dernier G20 [à Brisbane, mi novembre] : les chefs d'Etat n'étaient pas si enthousiastes à cette idée. Seuls les Allemands, les Français, les Espagnols et les Italiens soutenaient cette proposition ainsi que le président de la Corée du Sud... Et au G20, le sujet n'était pas mentionné dans les premières propositions de déclaration finale du sommet, nous avons protesté et le sujet a été mis à l'ordre du jour. Puis nous avons abouti à une phrase demandant plus de transparence mais ce n'est pas la formulation que j'avais demandé au départ.

**Agiriez-vous de même, si vous aviez la possibilité de revenir en arrière? [M. Juncker était premier ministre du Luxembourg entre 1995 et 2013]**

Oui, j'aurais fait la même chose, il fallait diversifier notre économie, nous n'avions pas d'autre choix. Mais j'aurais examiné avec plus d'attention ces « tax rulings », j'aurais changé la loi pour que le ministre des finances puisse en être informé. Ce que la loi luxembourgeoise ne permet pas.



SOUPÇONS DE CORRUPTION 18 novembre 2014 10:28; Act: 18.11.2014 11:09

## La fortune de Dassault a transité par le Luxembourg

*Un comptable suisse, entendu par les juges enquêtant sur les soupçons d'achat de voix à Corbeil-Essonnes, leur a décrit comment il a remis pour 53 millions d'euros à l'industriel, selon la presse.*



*Selon les accusations d'un comptable suisse, ce sont pas moins de 53 millions d'euros qui auraient transité entre les différents comptes étrangers du milliardaire et sa mairie de Corbeil-Essonnes. (photo: AFP)*

Le quotidien *Libération* et la radio *France-Inter* révèlent le procès-verbal d'audition dans lequel cet homme décrit le dispositif qui aurait permis à l'avionneur de recevoir à Paris de l'argent liquide depuis le Liechtenstein et la Suisse. Au centre du dispositif, une société financière genevoise, Cofinor, une chambre de compensation dont la spécialité était, selon une description faite il y a quelques mois par un enquêteur, d'envoyer «où vous voulez dans le monde votre argent que vous lui remettez en Suisse».

Le liquide que Gérard Limat dit avoir apporté à Serge Dassault était puisé sur des comptes au Liechtenstein, au Luxembourg ou en Suisse avant d'arriver sur les comptes genevois de Cofinor. Dès lors, Gérard Limat, entendu les 6 et 7 octobre par les enquêteurs, décrit la suite du circuit qu'empruntaient ces fonds, selon les deux médias. «Cofinor me donne un rendez-vous pas trop loin de l'Arc de Triomphe», le livreur «me remet un sachet en plastique "passe-partout" (Carrefour, Dior, Fnac,

etc.), lequel contient l'argent en numéraire entouré de papier journal. Ce n'était que des liasses de billets de 100 euros».

### **Mise en examen pour «achat de votes»**

«Je ne voyais jamais l'argent puisque j'allais directement au rond-point» des Champs-Élysées, siège du groupe, «je montais dans le bureau de Serge Dassault, je posais le sac dans un coin de son bureau et immédiatement, on parlait d'autre chose», a raconté Limat aux enquêteurs. Mis en examen pour complicité de financement de campagnes électorales et d'achat de votes et blanchiment, celui qui décrit Dassault comme un «ami» n'établit pas de lien entre ces livraisons d'argent liquide et l'achat présumé de voix à Corbeil-Essonnes entre 2008 et 2012, objet de l'enquête des juges financiers.

Serge Dassault, 89 ans, a été mis en examen en avril pour «achat de votes, complicité de financement illicite de campagne électorale» et «financement de campagne électorale en dépassement du plafond autorisé». S'il a reconnu des dons, il a toujours réfuté avoir acheté des voix d'électeurs aux municipales de 2008, 2009 et 2010. Sollicité lundi soir, son avocat n'a pas fait de commentaire.

# Luxemburger Wort

## La Commission Juncker s'impose la transparence



REUTERS

Publié le mercredi 19 novembre 2014 à 15:37

(AFP) - Les commissaires, membres de leurs cabinets et les directeurs généraux devront désormais rendre publics tous leurs contacts avec les groupes de pression, a annoncé mercredi le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans.

"La transparence est une des priorités affichées par Jean-Claude Juncker", qui dirige l'exécutif européen, "et une décision sera prise la semaine prochaine pour imposer aux commissaires de mentionner toutes les personnes rencontrées", a-t-il expliqué au cours d'un point de presse.

La mesure s'imposera aussi aux membres de leurs cabinets et aux directeurs généraux de la Commission. M. Timmermans n'a pas indiqué si les contacts téléphoniques étaient concernés par cette obligation de transparence.

Le nouvel exécutif européen répond ainsi aux pressions insistantes du très influent lobby anti-lobbies actif à Bruxelles.

Transparency International et Corporate Europe Observatory se sont félicités d'un "pas dans la bonne direction".

Frans Timmermans a mis au défi le Parlement européen de "suivre cet exemple". Nombre d'élus sont en effet proches de groupes de pression qui cherchent à influencer ou contrer les décisions européennes.

## Reding au conseil de surveillance de la fondation Bertelsmann

L'ancien commissaire européen belge Louis Michel a ainsi été mis en cause en novembre 2013 pour le dépôt de centaines d'amendements contre la protection de la vie privée reprenant mot pour mot les arguments des lobbyistes défendant les grands acteurs de l'Internet.

Et l'ex-commissaire luxembourgeoise Viviane Reding, élue en mai au Parlement européen, vient d'accepter de siéger au conseil de surveillance de la fondation

Bertelsmann, qui contrôle un géant européen des médias, et au conseil d'administration du groupe minier belge Nyrstar. Le groupe Bertelsmann est notamment actionnaire majoritaire de RTL Group. **Mme Reding a toutefois récusé tout conflit d'intérêt.**

Olivier Hoedeman, de Corporate Europe observatory, a plaidé pour imposer l'inscription sur le registre des lobbies créé par la Commission. "C'est une promesse faite par Juncker", a-t-il déclaré.

La précédente Commission a échoué à réglementer les activités des quelque 32.000 lobbyistes actifs à Bruxelles. Un registre a été créé en 2009 mais l'inscription n'a jamais été rendue obligatoire.

S'il recense 6.500 organisations à ce jour, beaucoup d'acteurs d'influence ont refusé de s'inscrire, comme Deutsche Telekom (Télécommunications), Eon (énergie), Heineken (brasserie), Waterfall (énergie).

Côté centres de réflexion, la Fondation Robert Schuman ou l'institut "Bruegel" qui travaille sur les politiques économiques en Europe se sont enregistrés. Mais pas la fondation "Notre Europe" créée par l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors.

Les grands cabinets d'avocats sont aussi réticents. Ils se retranchent derrière la confidentialité pour échapper à cette contrainte. Ils sont pourtant très actifs pour tenter de peser auprès de la Commission en faveur de leurs clients, se vantant même de débaucher les cadres de la Commission, très prisés pour leurs carnets d'adresse.

## Un logiciel pour aider les activistes contre la surveillance des gouvernements

Le Monde.fr avec AFP | 20.11.2014 à 20h44

Pour aider journalistes et militants des droits humains à se protéger de l'espionnage des gouvernements, Amnesty International et trois autres organisations non gouvernementales ont annoncé jeudi 20 novembre le lancement d'un outil gratuit qui pourra vérifier si leurs ordinateurs sont surveillés par des logiciels espions.

Ce logiciel, baptisé « Detekt », est présenté comme le premier de ce genre à destination du public afin de détecter « *sur les ordinateurs et les appareils mobiles, les principaux logiciels de surveillance connus, dont certains sont utilisés par des gouvernements* », explique Amnesty International dans un communiqué.

Les gouvernements ont de plus en plus souvent recours à des technologies « *qui leur permettent de lire les courriels privés de militants et journalistes et d'allumer à distance la caméra et le microphone de l'ordinateur de ceux-ci afin d'enregistrer subrepticement leurs activités* », a expliqué Mark Marczyński, un cadre d'Amnesty.

### « Contre-attaquer »

Comme le rappelle le *Guardian*, le marché des technologies d'espionnage et de surveillance est en pleine expansion. Il est estimé à environ 3,8 milliards d'euros.

Detekt est destiné à avertir de ce genre d'intrusion afin « *de contre-attaquer* » face à des gouvernements qui utilisent certaines des informations recueillies pour « *soumettre défenseurs des droits humains et journalistes à des arrestations arbitraires, des détentions illégales, voire à la torture* », a-t-il ajouté.

Conçu par Claudio Guarnieri, chercheur allemand spécialisé dans les questions de sécurité, Detekt est lancé par Amnesty International en collaboration avec les organisations Digitale Gesellschaft, Electronic Frontier Foundation et Privacy International.

# International Consortium of Investigative Journalists *The World's Best Cross-Border Investigative Team*

## 'LUX LEAKS' CAUSES 'TAX STORM' OF GOVERNMENT, MEDIA RESPONSE

By [Hamish Boland-Rudder](#), [Leslie Wayne](#) and [Kelly Carr](#) November 19, 2014, 9:00 am



Public officials across the globe reacted with swift condemnation and calls for reform following ICIJ's [investigation into secret tax deals](#) between Luxembourg and hundreds of international corporations.

The *New York Times* said the revelations have sparked a “[rising furor](#)” in Europe. Reuters called the reaction a “[tax storm](#).” Response has been especially intense in Brussels, where the European Commission has been seeking to eliminate tax havens within the European Union.

Reporting by ICIJ and its partners was based on [a leak of 548 private tax rulings](#) – also known as “comfort letters” – negotiated by accounting giant PricewaterhouseCoopers on behalf of more than 340 multinational corporations. The documents provided a road map into how corporations shave billions of dollars in taxes by routing profits through Luxembourg.

At the center of the “[Lux Leaks](#)” controversy is Jean-Claude Juncker, new president of the European Commission. Juncker was Luxembourg’s prime minister at the time many of the country’s tax-avoidance rules were enacted.

Among the latest impacts and responses:

- The European Commission will [use the documents](#) uncovered by the ICIJ and shared with media partners around the world in its ongoing investigation of tax avoidance at the European level, Margaret Vestager, the EU competition chief, said. “We consider the Luxembourg-leaked documents as market information. We will examine it and evaluate whether or not this will lead to the opening of new cases,” Vestager told a press briefing on 20 November 2014.

Vestager said the leaked tax documents from Luxembourg have [sparked a broader debate in the European Union](#) that she hopes will help pass a long-standing proposal for a common consolidated corporate tax base. “I hope that some of the momentum created by

the work of the journalists will enable us to pass it, because it would be a great benefit for citizens, but also for the companies who do not do tax planning."

Plans for tax reform were proposed during the sovereign debt crisis three years ago, but failed to garner enough support in the Council of Ministers, which represents the 28 EU member states. Any agreement on taxation requires unanimity at the European level."I would like to say that I admire the journalistic work in this case because it is very important and has contributed to more transparency and a change in the tax debate in Europe. And when we consider the documents to be market information, it is because we will use the material and consider it legitimate to do," said Vestager.

- European Commission President **Jean-Claude Juncker** will [face a vote of no confidence](#) in the **European Parliament**, in an attempt by MEPs from far right and anti-EU groups to oust the newly-elected leader. Liberal MEPs have also called for an official inquiry into Juncker's record on tax avoidance.
- In Australia for the **G20 Leaders' Summit** on November 15 and 16, **Juncker** pledged to push for tax reform in Europe, but [faced continued pressure](#) over his links to Luxembourg's own controversial tax policies revealed by '[Lux Leaks](#)'. **Tim Costello**, chair of the civil society group C20 compared Juncker's presidency as "Dracula in charge of the blood bank," while reporters again asked Juncker if he would resign.
- Luxembourg Finance Minister **Pierre Gramegna** told reporters at a [press briefing](#) that he was "totally astonished" at the publication of more than 500 tax rulings by ICIJ and its media partners, and called it an "attack" on his country. At the same briefing, Luxembourg Prime Minister **Xavier Bettel** said the Duchy was making "enormous efforts" to clean up its image.
- Almost a week after the first stories were published, **Juncker** [fronted the media and the European Parliament for the first time](#) to deny that he was the "architect" of Luxembourg's tax "problems" but admitted as prime minister of the tiny Duchy he was "politically" responsible. The subsequent debate on the floor of the parliament was dominated by questions of European tax policy and Juncker's connections to Luxembourg.
- A [strongly-worded editorial from media organization Bloomberg](#) calling for Juncker's resignation was [widely reported](#) by a [number of media outlets](#) days after the first '[Lux Leaks](#)' stories were published. Ructions from within the **European Parliament** were also growing, with left-wing parties [gathering support](#) for a [censure motion against their newly-elected President](#), and many other MEPs calling for Juncker to [address the Parliament and the public](#) and respond to concerns regarding Luxembourg's tax policies under his tenure as the Duchy's prime minister.
- Meanwhile, Juncker found some support from sources both near and far. **Pierre Moscovici**, European Commissioner for economics, repeated comments that Juncker was the [right person to preside over the European Commission](#), and that Juncker believed in a "[world of fiscal transparency](#)." An editorial in Cayman Islands' **Cayman Compass** media outlet also [voiced support for Juncker](#), based on the principle that "every country must be able to write and enforce its own tax laws." **Luxembourg's Foreign Affairs Minister Jean Asselborn**, in an interview with German outlet *Der Spiegel*, pledged to change Luxembourg's tax policies and [put an end to tax avoidance schemes](#).
- **French Finance Minister Michel Sapin** [spoke to media](#) after a meeting of the European finance ministers, and said "taxes must be paid by it by individuals or business and no one has the right – even legally—to place themselves beyond this obligation." He added that "the Commission now has a chance to show it is a real commission and that it has the will to put an end to situations like this."

- In the U.K., **Margaret Hodge**, a member of Parliament and chair of the Public Accounts Committee, called on Juncker to break his silence and explain his actions. “How can we know he’s working in the interest of Europe when as prime minister [in Luxembourg] he exploited populations in every European country and elsewhere for decades?” Hodge asked.
- In Belgium, the government of **Prime Minister Charles Michel** condemned secret tax rulings obtained by the country’s richest family, the de Spoelberch dynasty, and by such big companies as Lhoist and Belgacom. **Belgian finance minister Johan Van Overtveldt** has ordered an investigation into all the tax rulings published by ICIJ that relate to Belgium. Particular attention has been drawn to a tax deal obtained from Luxembourg by Belgacom, a telecom operator that is 53 percent owned by the Belgian government. **Minister Alexander De Croo**, who supervises state companies, said he would have never allowed such a deal under his watch. ICIJ’s Belgian reporters have been asked to testify before Parliament about the deal.
- Luxembourg has continued to defend itself in the face of this global criticism, saying that it follows all international rules and treaties. **Pierre Gramegna, Luxembourg’s finance minister**, [pledged](#) at the meeting of economic ministers in Brussels that his country will “cooperate fully” with the European Commission’s continuing probe into Luxembourg tax rulings. “For Luxembourg it is not acceptable that companies, through a combination of national regulation and international conventions, reach a situation where they have no tax or just symbolic taxes. This is something that should concern us all,” Gramegna said.
- In Germany, **Finance Minister Wolfgang Schaeuble**, [told German lawmakers](#) that Luxembourg has “a lot to do” to meet global standards based on the ICIJ findings. At the same time, **Sven Giegold**, a spokesman for Alliance90/Greens political party said ICIJ’s revelations are “[a major blow](#)” to Juncker’s credibility.

“There has never been such concrete evidence of the extent multinational corporations go to avoid their tax responsibility but also of the role of state actors in facilitating this,” he said. “The fact that EU commission president Juncker served as Luxembourg’s finance and prime minister throughout this period makes him directly complicit in this mass corporate tax avoidance.”

- Australian tax authorities said they are increasing efforts to make sure companies pay tax on the income they earn in Australia. “We are very aware that taking action with those who do not do the right thing is critical to community confidence in our fairness and integrity, and ultimately the sustainability of the system,” **Chris Jordan, Australia’s commissioner of taxation**, said. Jordan added that he has written to other countries [asking them to collaborate](#) on a “joint investigation” of the data made public by ICIJ and its partners. Australia will also hold a [senate inquiry](#) to look into allegations of profit shifting.
- In Denmark, **Danish Tax Minister Benny Engelbrecht**, told the national radio network, DR, that he planned to push **Margrethe Vestager, the European competition commissioner**, to take action on Luxembourg’s corporate tax deals. “It smells like illegal state aid,” Engelbrecht said. “I will contact the European Commission and have great hopes that Margrethe Vestager will act on this.”

The Economist  
**FIFA and corruption**

## Hear no evil

Football's governing body is struggling to silence its critics

Nov 22nd 2014 | From the print edition



AUTOCRATIC Russia and sweltering Qatar won the rights to host the 2018 and 2022 World Cups fair and square, after a generally clean and honest bidding process. There might have been dodgy dealing, perhaps even criminal behaviour, on the part of a few of those involved—but not enough to justify rerunning the bids.

That, at least, is according to FIFA, world football's governing body. On November 13th it described the results of an internal investigation into the bidding process as having mostly cleared itself and the host countries of wrongdoing. Nevertheless, on November 18th it said that it was handing the report from that probe over to Swiss authorities because it may have uncovered criminal activity (as yet unspecified).

The investigation into the bidding process had been led by Michael Garcia, an American lawyer, who submitted over 400 pages of findings to FIFA's ethics committee in September. His report was then reviewed by Hans-Joachim Eckert, a German judge who heads the committee's adjudicatory chamber (pictured right, with Mr Garcia). It was not published, despite pleas from some FIFA officials and Mr Garcia himself. Instead Mr Eckert released his own summary, which Mr Garcia has described as "incomplete and erroneous". Two whistle-blowers have since said that Mr Eckert tarnished and misrepresented them. Mr Garcia has appealed against Mr Eckert's interpretation of his report—to another FIFA committee.

Ever since Russia and Qatar won the hosting rights in 2010, there have been allegations of funny business. Several FIFA officials involved have since stepped down under a cloud. In June the *Sunday Times*, a British newspaper, published e-mails detailing lavish campaigning by Mohamed bin Hammam, a disgraced former FIFA bigwig from Qatar, ahead of the vote for his country. Lord Triesman, who led England's bid for the 2018 tournament, has said FIFA officials asked him for bribes.

So it may seem odd that England was the country most harshly criticised by Mr Eckert. Its bid committee had accommodated unethical requests from corrupt FIFA officials, he said. Qatar, too, had committed some violations, but according to Mr Eckert its actions "were, all in all, not suited to compromise the integrity" of the process. Russia was let off the hook, even though investigators had limited access to its documents because the computers its officials used had been destroyed.

Dismayed by the findings and the lack of transparency, some football officials are daring to peek above the parapet. Mr Eckert's summary was "a joke", says Greg Dyke, the chairman of England's Football Association. His predecessor, David Bernstein, has called for UEFA, European football's governing body, to boycott the World Cup in protest. Reinhard Rauball, the head of Germany's soccer federation, has suggested that UEFA might leave FIFA if Mr Garcia's full findings are not published.

But a European rebellion seems unlikely. Michel Platini, the head of UEFA, who has himself had to deny allegations of corruption, voted for Qatar. Europe's football associations benefit from hosting World Cup qualifiers and the sponsorship deals that come with playing on the tournament's big stage. Poorer nations are even less likely to challenge FIFA, as they benefit from its handouts. The money sloshing around feeds a perception that at least some of it is used to buy favours or votes.

Despite not having read Mr Garcia's report, Sepp Blatter, the 78-year-old head of FIFA, insists his organisation is clean: "If we had anything to hide, we would hardly be taking this matter to the [Swiss authorities]." But the Swiss benefit from FIFA's presence in Zurich. A greater threat may come from the Americans. The FBI is investigating allegations of corruption against FIFA, and Mr Garcia can still recommend cases against individual officials.

After Mr Eckert's summary, FIFA said that "a degree of closure has been reached". That depends on the sponsors. If they start to abandon FIFA and its World Cup, it will prove wishful thinking.

## Qatar World Cup bid whistleblower fears for her family's safety

- Phaedra Almajid made corruption allegations against bid
- 'I had a lot of cyber attacks directed to my children'
- [Fifa will publish bid report in return for legal waiver](#)
- [World Cup whistleblowers complain cover is blown](#)

Press Association

[theguardian.com](http://theguardian.com), Thursday 20 November 2014 09.24 GMT



The whistleblower Phaedra Almajid, who accused Qatar of corruption during the bid to host the 2022 World Cup. Photograph: Phaedra Almajid

A whistleblower claims she was targeted by Qataris after making corruption allegations against the Qatar 2022 World Cup bid. Phaedra Almajid, who worked for the Qatar 2022 bid team before losing her job in 2010, claims she will live the rest of her life in fear after receiving threats against her and her children.

She provided evidence of wrongdoing to Michael Garcia's independent inquiry into the 2018 and 2022 World Cup bids. Her evidence was given on condition of anonymity – [a condition she believes was deliberately breached](#) in a summary of Garcia's report published by the Fifa ethics committee judge Hans-Joachim Eckert last week. Garcia and Eckert are due to meet for talks on Thursday.

"Do I regret being the Qatar whistleblower? It has cost me personally, it has cost me emotionally – I know for a fact I will be looking over my shoulder for the rest of my life," Almajid told Sky Sports News.

"It has cost me my credibility and most importantly it has cost me the security of both me and my children. However, I did witness something and I believe I did have to say what I had witnessed."

Almajid continued: "I had a lot of cyber attacks, a lot of them were directed to my children. I do believe it was through the Qataris. They knew a lot of information about me that I don't believe Fifa knew or were interested in. I was a bigger threat to the Qataris than I ever was to Fifa."

Meanwhile, the Fifa president Sepp Blatter has rejected the Football Association chairman [Greg Dyke's call to publish the Garcia report](#) into World Cup bidding. Blatter has replied to a letter from Dyke saying publishing the report would break Fifa's rules and Swiss law.

The ethics investigator Garcia has compiled a 430-page report into the bidding for the 2018 and 2022 World Cups, won by Russia and Qatar, but [Eckert has cleared the countries to host the tournaments](#).

Blatter's reply to Dyke stated: "Fifa would violate not only its own rules and regulations but also Swiss law by making public the report in question."

Blatter says every person in the report would have to give consent to publication – something that would be practically impossible. He added: "We have been advised that publication of the report might be permissible if the persons and entities included in the report consent to such publication and waive any legal action they might be entitled to bring."

Blatter's reply asks if Dyke's letter may be interpreted as "[providing consent](#)" on behalf of any [member of England 2018's bid team](#) and consultants and "as a corresponding waiver of any legal action in the event of such publication."

Fifa on Tuesday announced it has [filed a criminal complaint with the Swiss attorney general](#) in respect of unnamed individuals who report names may have breached Swiss law during the World Cup bidding.



**INTER PRESS SERVICE**

News Agency

## Proposal for International Anti-Corruption Court Seeing “Significant” Momentum

By Carey L. Biron

**WASHINGTON, Nov 21 2014 (IPS)** - The key U.S. advocate of a proposal to create a multilateral body mandated to investigate allegations of political corruption says the idea is receiving significant interest from civil society, politicians and major business leaders.

Mark L. Wolf, a U.S. federal judge, first proposed the idea of an International Anti-Corruption Court (IACC) in two articles this summer (available [here](#) and [here](#)). Since that time, Wolf told a recent briefing at the U.S. Congress, the proposal has seen “remarkable progress”.

“There are, of course, challenges to refining the concept of an IACC,” Wolf told a House of Representatives committee last week. “However, since July 2014 significant support has developed for meeting these challenges.”

Wolf reported ongoing meetings with U.S. officials and the World Bank, and reported that the new United Nations high commissioner for human rights, Zeid Ra’ad Hussein, has made the IACC proposal a “personal priority”. Hussein was a key force in the creation of the International Criminal Court, a potential model for the IACC.

This week, Wolf is addressing representatives of major global companies.

“American companies generally want to behave ethically and, in addition, are significantly deterred by the threat of prosecution,” Wolf stated. “They know they would benefit from the more level playing field an IACC would provide.”

Indeed, many say the speed with which the congressional committee moved to hold last week’s briefing is remarkable. It underscores a uniquely broad consensus, both domestically and internationally, around the need to crack down on what is referred to as “grand corruption” – the abuse of political office for personal gain.

Increasingly, this issue is being seen as less one of theft than of basic human rights.

“Today’s briefing seeks to foster an understanding that human rights and anti-corruption efforts are inseparable,” James McGovern, the member of Congress who chaired the committee’s discussions, stated in opening remarks.

“Currently, there is a lack of reference to human rights in international anti-corruption commitments and, conversely, the lack of reference to corruption in international human rights instruments.”

### **140,000 children a year**

Grand corruption is today thought to eat up more than five percent of global gross domestic product. According to estimates cited by Judge Wolf, illicit financial flows out of developing countries are 10 times larger than the foreign assistance those countries receive – losses that have direct human consequences.

“In the developed world we can make the mistake of seeing corruption as merely stealing money, but in fact political corruption kills more people than war and famine put together – 140,000 children a year, by our estimates,” Akaash Maharaj, the executive director of the Global Organization of Parliamentarians Against Corruption (GOPAC), told IPS.

“If a political actor were to kill that many people, there would be very few people who wouldn’t say that we have to deal with this problem. But those who bring about human suffering through political corruption are no less guilty.”

GOPAC, which includes legislators from almost every country, has been mobilising around the need for concerted international action against corruption for the past three years. Maharaj says that his organization’s membership has lost faith in the ability of many countries to deal with political corruption at the national level.

While there are international mechanisms that threaten penalties for egregious human rights abuse, for the most part corruption continues to fall into a nebulous zone of national responsibility. Existing multilateral agreements, including the United Nations Convention Against Corruption, which came into effect in 2003, lack substantive enforcement mechanisms.

Yet while anti-corruption legislation exists in almost every country, advocates note that many of the most corrupt officials are often able to use their wealth and power to subvert these laws. These figures are typically the least likely to face domestic justice, and thus can come to expect impunity.

“There are certain crimes so beyond the pale and beyond state capacity to prosecute that it becomes appropriate for the international community and for international law to become engaged. Certainly the harm grand corruption causes in many developing countries is enormous,” Zorka Milin, a legal adviser with Global Witness, a watchdog group, told IPS.

“An international court would be a good mechanism for trying to translate that momentum into meaningful accountability, which we haven’t really seen so far. It’s important to frame the discussion in terms of ending impunity, and this court would be one piece of that, together with other legal anticorruption tools at the domestic level.”

Under Wolf’s proposal, an IACC would be mandated to investigate and prosecute officials from countries that are unable or unwilling to undertake such actions on their own. He suggests making acceptance of the proposed court’s jurisdiction a pre-condition for membership under the Convention Against Corruption or at the World Trade Organisation, or for obtaining loans from multilateral banks.

### **Inevitable, unclear action**

The global discussion today is increasingly conducive to some sort of concerted global action against political corruption. In part, this trend is driven by strengthened concern around the effects that tax evasion is having on public coffers in both developed and developing countries.

“Unquestionably, there is today more momentum and awareness on the issue of grand corruption, and that’s the major reason these issues are rising on the international agenda,” Milin says.

GOPAC’s Maharaj agrees. “I’m struck by the extraordinary level of consensus across the world,” he says. “This is absolutely inevitable. It’s not a matter of if, but when.”

Exactly what should be done about the issue, however, remains highly contentious. There are multiple potential options, after all, with an international court being just one.

Others include expanding the purview of the International Criminal Court or other regional human rights courts. Likewise, the jurisdiction of national judicial systems could be enlarged to be able to deal with allegations of corruption in other countries.

Another possibility could be to coordinate national legislation – and priority – in developed countries, aimed at seizing the assets of or denying visas to corrupt officials. While this would not result in jail time, it would make it harder to spend ill-gotten wealth while simultaneously emphasising international disapproval.

Importantly, some countries have become increasingly aggressive in this regard in recent years, particularly the United States and Switzerland. Watchdog groups say these nascent initiatives are important and already having impact.

“Over the last eight years there’s been growing official action against kleptocracy in the U.S. and elsewhere,” Arvind Ganesan, the head of the business and human rights programme at Human Rights Watch, told IPS.

“Strengthening those efforts now – meaning fully resourcing and expanding them, and pushing other countries to put in place similar policies – will build momentum towards an International Anti-Corruption Court.”

*Edited by Kitty Stapp*

*The writer can be reached at [cbiron@ips.org](mailto:cbiron@ips.org)*

## Lutte anti-corruption : les efforts des entreprises sont-ils suffisants?

### RAPPORT



**Les économies chinoises et africaines sont désignées comme les plus à même de rencontrer des risques de pots-de-vin par les entreprises interrogées.** (Crédits : Flickr / Tracy O)

latribune.fr | 26/11/2014, 7:53 - 437 mots

**Selon les résultats d'une étude réalisée au plan mondial, moins d'une entreprise sur deux possède une instance interne en charge de la lutte contre la corruption Et près d'un quart des entreprises chinoises, indiennes et mexicaines interrogées jugent les pots-de-vin nécessaires.**

Du mieux, mais toujours insuffisant. Les efforts des entreprises mondiales pour lutter contre la corruption vont dans le bon sens mais [celles-ci restent tout de même mal préparées à faire face à de tels cas en interne](#), selon le rapport annuel sur l'attitude des entreprises face à la corruption publié par Control Risks. Pour le réaliser, le cabinet de conseil en gestion de risques a interrogé 638 professionnels du juridique et de la conformité au sein d'entreprises du monde entier.

Alors qu'en 2013 à peine une entreprise sur deux interdisait par des règles strictes toute forme de pot-de-vin visant à sécuriser un contrat, elles sont désormais 87,9% à le faire. Et plus d'un tiers (37,9%) développent des moyens supplémentaires pour réduire davantage les risques.

### Absence de comité en charge de la lutte contre la corruption

Pour autant, moins de la moitié des entreprises interrogées (47,5%) *"ont des membres du conseil d'administration ou des comités en charge de la lutte contre la corruption et de la conformité"*, pointe le rapport. De fait, plus de deux tiers d'entre elles (67,6%) *"ne pensent pas avoir à mener une enquête anti-corruption"* en 2015. S'il ne prévoyait pas une telle enquête, un éventuel concurrent corrompu n'a que peu de risques de se voir inquiéter : à peine plus d'une entreprise sur trois (37,8%) *"seraient prêtes à [le] dénoncer aux autorités"*.

Par ailleurs, les demandes des autorités ne sont que peu entendues dans ce domaine. En moyenne, seules 12,8% des entreprises ont mené des investigations suite à une requête d'un régulateur au cours des deux années passées. L'Inde fait figure de bon élève avec 24,1% des entreprises, suivie par l'Australie (17,9%) et l'Europe hors Royaume-Uni (16,2%), alors que la Chine (9,8%), le Mexique (9,1%) et le Brésil (8,7%) occupent le bas du classement.

### Un quart des entreprises chinoises jugent la corruption essentielle

L'étude pointe également comme "à risque" les pays avec le plus fort potentiel de croissance économique. L'Afrique et la Chine ont ainsi été désignées par plus de la moitié des entreprises interrogées, avec respectivement 54,5% et 53,5%. Les États-Unis (16,9%) et l'Europe (15,9%, hors Royaume-Uni à 11%) sont loin derrière , mais des risques existent tout de même pour les sociétés sondées.

En Chine, près d'un quart (24,6%) des entreprises interrogées et ayant leur activité dans le pays jugent d'ailleurs les pots-de-vin *"essentiels afin de maintenir l'activité de l'entreprise"*. L'Inde (27,5%) et le Mexique (25,5%) réalisent des scores encore plus importants. Les entreprises américaines approuvent également pour 16,7% d'entre elles, *"avec sans doute en tête les marchés internationaux plutôt que leur propre pays"*, prévient le rapport.